



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 137 du 13 juillet 2017

Pays Nordiques

Innovation. Selon le classement European Innovation Scoreboard 2017 réalisé par la Commission européenne, les pays nordiques font partie des pays les plus innovants en Europe. La Finlande se classe 4^{ème} et le Danemark 2^{ème}, tandis que la Suède se hisse, cette année encore, à la tête du classement.

Danemark

Article IV du FMI. Dans son rapport de surveillance, le FMI estime que la croissance danoise atteindra 1,5% en 2017 et 1,75% en rythme annuel sur la période 2018-2022. Néanmoins, la réalisation de ces prévisions reste dépendante de la maîtrise de risques internes et externes. Les principaux risques financiers identifiés par le FMI sont liés à l'instabilité des prix immobiliers, à l'accroissement des contraintes de production, à la moindre croissance dans la zone euro et aux incertitudes politiques. Plusieurs recommandations de politique économique ont été émises en faveur de l'accroissement de l'offre de travail et de la relance de la productivité. Le FMI préconise également d'instaurer de nouvelles règles macro-prudentielles afin de limiter l'exposition des banques aux instabilités du marché immobilier et au surendettement des ménages.

Union bancaire. Le Ministre de l'Industrie et des Entreprises, Brian Mikkelsen, a annoncé le lancement d'un rapport approfondi sur les perspectives d'adhésion du Danemark à l'Union bancaire. Après un premier rapport remis en 2015, ce nouveau travail doit préparer la décision du Danemark d'intégrer ou non l'union. Dans cette optique, il présentera et comparera les expériences de certains Etats membres et évaluera la contribution de l'Union bancaire à la stabilité économique et financière. Les problématiques relatives à la supervision des établissements de crédits hypothécaires, sur lesquelles le Danemark est particulièrement vigilant, seront également abordées. Enfin, dans le contexte du Brexit, l'étude devrait présenter les avantages que l'adhésion à l'Union bancaire pourrait conférer à la place de Copenhague et au pays en matière d'attractivité financière. La parution du rapport est prévue pour l'automne 2019, à l'issue des prochaines élections générales.

Impôt sur les sociétés. Le Ministre de l'Industrie et des Entreprises, Brian Mikkelsen, a réagi à l'annonce faite par le gouvernement suédois de diminuer le taux d'impôt sur les sociétés de 22% à 20%, et s'est dit prêt à abaisser le taux danois dans les mêmes proportions (de 22% à 20%), dans le cas où ce désalignement fiscal aurait un effet négatif sur l'attractivité du Danemark. Le coût de la mesure s'élèverait à 2,5 MdsDKK (337 M€).

Retraites. Après l'échec des discussions sur l'augmentation de l'âge légal de départ à la retraite de 67 à 67,5 ans, le gouvernement et le parti du Peuple danois se sont accordés sur de nouvelles propositions pour garantir la soutenabilité du régime de retraites. Les mesures comprises dans l'accord visent à inciter les individus à repousser leur départ du marché du travail et à épargner davantage. Parmi les incitations fiscales prévues par le texte, les Danois pourront bénéficier d'un régime d'épargne spécial exempté d'impôts jusqu'à 5 ans avant l'âge de la retraite, à compter de 2023. Les individus travaillant au-delà de l'âge légal pourront bénéficier d'avantages fiscaux supplémentaires. Enfin, les parties prenantes de l'accord discutent de la mise en place d'un prélèvement obligatoire de 2% sur le revenu, qui concernerait les individus épargnant peu en vue de leur retraite. L'accord devrait être finalisé à l'automne.

Emploi. Une nouvelle enquête réalisée par la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*) auprès de 3 335 entreprises montre que plus d'un tiers d'entre elles (36%) a rencontré des difficultés pour recruter de nouveaux employés au cours de la dernière année. La pénurie concerne surtout les travailleurs qualifiés (39%), alors que les professionnels hautement qualifiés représentent 27% et les apprentis et non qualifiés, respectivement 17%. Dans une autre enquête réalisée auprès de 464 des entreprises membres de DI, environ 1/3 déclare avoir reporté des projets à cause de la pénurie de main-d'œuvre, et environ 1/4 a perdu des ventes ou commandes parce qu'elles manquaient de personnel disponible. 2/3 des entreprises compensent cette pénurie par le recours aux heures supplémentaires alors que d'autres ont utilisé des sous-traitants. Le vice-président de DI souligne que le manque de main-d'œuvre qualifiée n'a à ce jour pas conduit à une pression à la hausse sur les salaires – tendance qui est fortement à craindre dans les prochaines années. D'après ses dernières estimations, DI prévoit 36 000 emplois supplémentaires (postes occupés) en 2017 et encore 25 000 en 2018. On s'approche ainsi d'un record pour l'emploi privé au Danemark.



Monnaie. L'appréciation de la couronne danoise par rapport aux monnaies des principaux marchés d'exportation du Danemark commence à poser des problèmes pour les entreprises danoises. Selon la chambre de commerce danoise *Dansk Erhverv*, 7500 emplois et plus de 7 MdsDKK (945 M€) d'exportations seraient menacés.

Aviation. Le gouvernement a présenté une nouvelle stratégie aérienne visant à réduire les dividendes payés aux propriétaires de l'aéroport de Copenhague pour réinvestir une plus grande partie des bénéfices dans l'aéroport. L'objectif du gouvernement est d'assurer des tarifs réduits et d'attirer plus de routes aériennes et de passagers au profit des Danois, de la croissance économique et de la cohésion entre les régions. En 2016, les propriétaires de l'aéroport ont reçu des dividendes d'une valeur de 1,26 MdDKK (169 M€). L'état danois détient 39% de l'aéroport, alors que le fonds d'actions australien Macquarie et le fonds de pension canadien Ontario Teachers Pension Plan détiennent conjointement 57% des actions. Pour que le plan du gouvernement soit mis en œuvre, la réglementation actuelle devra être modifiée. Les initiatives de la stratégie aérienne seront débattues avec les autres partis politiques en août.

Mer du Nord. Une nouvelle stratégie pour la mer du Nord, présentée par le gouvernement et le secteur pétrolier, indique qu'il reste encore un potentiel important d'extraction de pétrole et de gaz dans la partie danoise de la mer du Nord estimé à environ 3 Mds de barils de pétrole. Depuis la première extraction en 1972, le Danemark a récupéré 3,8 Mds de barils de pétrole et de gaz. La nouvelle stratégie contient cinq recommandations pour accroître la récupération : (i) encourager un environnement d'investissement efficace et attractif ; (ii) promouvoir l'utilisation et le développement de la technologie ; (iii) optimiser la maintenance, le renouvellement et l'utilisation des infrastructures ; (iv) réduire les coûts ; (v) assurer une main-d'œuvre qualifiée à l'avenir. Le gouvernement prévoit en outre d'envoyer en consultation un projet de loi visant à améliorer l'accès de tiers aux infrastructures. La nouvelle stratégie est un supplément à l'accord sur la mer du Nord du mois de mars mettant en place des allègements fiscaux pour les entreprises. Le Danemark est le seul pays de l'UE à exporter du pétrole et du gaz, et l'extraction assure une plus grande indépendance d'énergie importée d'autres pays, selon la stratégie.

Data centers. Apple annonce vouloir ouvrir un nouveau data center à Aabenraa dans la région du Jutland. Comme à Viborg, les besoins du nouveau centre seront intégralement couverts par les énergies renouvelables (investissement massif d'Apple dans l'éolien). Apple souligne en même temps que de nouveaux projets d'énergie renouvelable, ne nécessitant aucune subvention publique, seront mis en place afin de réduire la pollution émise par ses activités. Une étude de l'Agence de l'Énergie (*Energistyrelsen*) a récemment montré que les datacenters d'Apple, Google et Facebook augmenteraient la pollution au Danemark, si les énergies vertes n'étaient pas adoptées. La mise en place du centre à Aabenraa devrait conduire à la création de près de 300 emplois, alors que l'exploitation même du centre permettrait la création de 50 à 100 emplois, selon le ministère des Affaires étrangères.

Finlande

Réforme des services sociaux et de santé. La commission de la constitutionnalité des lois du Parlement finlandais a déclaré certains éléments du projet de loi relatif à la liberté de choix dans les services de santé contraires à la Constitution. Ce projet est l'un des piliers de la réforme des services sociaux et de santé. Il doit notamment ouvrir la voie à la création d'entreprises publiques régionales de gestion des services de santé et instaurer la liberté de choix des patients. La décision de la commission parlementaire devrait retarder la mise en œuvre de cette réforme, le gouvernement ayant décidé de lier l'examen et l'adoption de ce projet de loi à tous les autres projets constitutifs de la réforme des services de santé. Un nouveau projet de loi relatif à la liberté de choix devrait être déposé au Parlement en mars 2018, et l'entrée en vigueur de la réforme est désormais prévue pour le 1er janvier 2020, contre 2019 initialement.

Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. La Finlande a sollicité en juin l'aide du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour l'accompagnement de 1 600 licenciés économiques de deux chaînes de grands magasins, Stockmann et Anttila. Si elle est accordée, cette aide d'un montant de 2,5 M€ devrait contribuer au financement d'un plan de retour à l'emploi estimé à 4,2 M€. Stockmann et Anttila connaissent depuis plusieurs années des difficultés économiques dues notamment à la diminution de leurs ventes. Anttila a dû déposer le bilan en 2016, alors que Stockmann a entrepris un plan de restructuration impliquant des licenciements et la cession de certains de ses actifs.

Baltic Connector. Le gouvernement finlandais a récemment délivré une autorisation de principe pour la construction du gazoduc « Baltic Connector » entre la Finlande et l'Estonie. Cette autorisation assortie de conditions vaut uniquement pour la partie du gazoduc située dans la zone économique exclusive finlandaise. Des études d'impact environnementales doivent désormais être conduites avant la délivrance du permis de construire. Il est prévu que ce projet aboutisse en 2019.

Secteur du bâtiment. L'entreprise finlandaise du bâtiment YIT a annoncé le rachat de son concurrent Lemminkäinen pour un montant de 632 M€. Selon YIT, le chiffre d'affaire combiné de ces deux entreprises devrait être de 3,9 Mds€,



pour 10 000 employés répartis dans 11 pays. Cette concentration doit encore faire l'objet d'une autorisation de l'autorité finlandaise de la concurrence (KKV).

MaaS Global. La start-up finlandaise du secteur de la mobilité intelligente MaaS Global a récemment levé 10 M€ de fonds auprès du constructeur automobile japonais Toyota. Cette start-up développe une application mobile, Whim, qui propose une interface unique simplifiant la planification des déplacements en ville. Elle compile les informations relatives à tous les types de transports disponibles dans une ville donnée et synchronise le paiement pour ces modes de transport directement via l'application. Cette levée de fonds illustre l'attrait que semblent exercer les start-ups finlandaises sur les investisseurs en capital-risque. Selon l'association finlandaise du capital-risque, en 2016, la Finlande était le deuxième pays européen recevant le plus d'investissements en capital-risque en pourcentage du PIB (0,05%).

Islande

Espace Economique Européen. Le retard de l'Islande s'accroît en matière de transposition des règles relatives au marché intérieur européen avec un taux de déficit de transposition de directives de 2,2%, ce qui est largement supérieur au taux moyen de 1,5% au sein des pays de l'UE. Dans son dernier « Tableau de bord du Marché Intérieur » (*Internal Market Scoreboard*) sur la transposition des règles du Marché Intérieur des pays de l'AELE/EEE, l'Autorité de Surveillance de l'AELE dénombre 18 directives et 65 réglementations qui sont en retard de transposition en Islande. Les deux autres pays membres de l'AELE/EEE affichent des taux de déficit de transposition de directives bien moins élevés : 0,9% pour le Liechtenstein et 0,4% pour la Norvège.

Note souveraine. L'agence de notation financière internationale *Fitch Ratings* a relevé la note de l'Islande attachée à la dette souveraine du pays de « BBB+ » à « A- » le 7 juillet. L'agence justifie ce relèvement de la note de l'Islande par la diminution de la vulnérabilité de l'économie du pays aux chocs extérieurs, dans un contexte de libéralisation du mouvement des capitaux, ainsi que par l'excédent des comptes courants et la baisse de 50% au cours des cinq dernières années du niveau d'endettement public. Bien que la perspective attachée à la note reste positive, l'agence relève des facteurs de risques qui pourraient, à terme, mener à un abaissement de la note : la surchauffe de l'économie avec une forte augmentation des salaires et des prix de l'immobilier, un important afflux de capitaux qui résulterait en une forte pression sur le taux de change de la couronne et un affaiblissement de la consolidation budgétaire à moyen-terme.

Transport. Strætó bs, la société islandaise de transport publique, a récemment acquis 9 bus électriques auprès de la compagnie chinoise Yutong. Quatre bus électriques seront mis en service à la fin du mois d'août et circuleront dans le centre de Reykjavik.

Système hospitalier. Le nombre de patients étrangers hospitalisés à l'Hôpital national de Reykjavik a explosé au cours des dernières années, augmentant de 193% entre 2013 et 2016 d'après les chiffres de l'hôpital. Cette hausse importante du nombre de touristes hospitalisés renforce la pression sur le système hospitalier islandais. Cette pression est d'autant plus forte que la prise en charge des patients étrangers requiert un travail plus important de la part des services hospitaliers en raison des problèmes de traduction rencontrés, un accès plus difficile aux informations médicales des patients et une hausse du montant des factures impayées qui équivaut à 30 MISK en 2016 (266 700€).

Norvège

Excédent commercial. En Norvège, l'excédent commercial de mai s'est effondré à 7,8 MdsNOK (soit 818,2 M €), l'un des niveaux plus faibles depuis juillet 1999, selon l'institut national norvégien des statistiques, en raison d'une importante augmentation des importations. Ce chiffre représente une chute de 9,5% par rapport à l'année précédente et de 65,1% par rapport à avril 2017. La hausse des exportations (+14,9% sur un an) peine à compenser celle encore plus forte (+19,2%) des importations. Cette chute intervient juste après les résultats records du mois d'avril et de la période de Pâques.

Banque de Norvège. La Banque centrale de Norvège a indiqué dans un communiqué le maintien de son taux directeur à 0,5%. Ce chiffre est resté inchangé depuis mars 2016. Norges Bank a indiqué que son taux directeur devrait rester le même jusqu'en 2019, année à partir de laquelle les analystes estiment que les indicateurs économiques norvégiens devraient repartir à la hausse.

Chômage. Selon l'institut norvégien des statistiques (SSB), le taux de chômage a subi en mars une hausse de 0,1 point par rapport au mois précédent, atteignant 4,6% de la population active. Ce chiffre est en augmentation pour le troisième mois consécutif. 126 000 personnes étaient au chômage en Norvège en avril, soit 2 000 personnes de plus qu'enregistrées en mois de février, selon des chiffres corrigés des fluctuations saisonnières. Le taux d'activité, impacté par la réforme du secteur pétrolier, est passé de 68,5% en janvier à 67% en avril et semble corroborer cette tendance qui annonce des élections législatives difficiles pour le gouvernement en septembre.



G20. Sur l'initiative de la chancelière allemande Angela Merkel, la Norvège est le premier pays nordique à participer en tant qu'observateur au G20. Si des rencontres entre les ministres des finances, des affaires étrangères, du numérique, de l'emploi, de la santé et de l'agriculture ont déjà été organisées, la première ministre norvégienne Erna Solberg souhaite une collaboration renforcée sur des sujets tels que le terrorisme, les migrations, le climat et le commerce international.

Climat. Dans son livre blanc, intitulé « Stratégie climatique pour 2030, la transition norvégienne dans le cadre de la coopération européenne », le gouvernement norvégien expose les mesures retenues - système d'échange de quotas d'émissions notamment, consistant à attribuer des quotas aux entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre (GES), celles-ci pouvant par la suite les revendre si ils n'ont pas été consommés ou à l'inverse en acheter afin de respecter leur dotation initiale – permettant de rencontrer les objectifs ambitieux de réduction de 40% des GES d'ici 2030 et de société à bilan carbone neutre à l'horizon 2050. Ainsi, 2/3 des réductions d'émissions seront réalisées dans les secteurs non soumis au régime des quotas (agriculture et transport notamment), le reste étant effectué grâce aux rachats de quotas. Le livre blanc suscite le débat au sein de la sphère politique, les partis travailliste et socialiste de gauche regrettant le système d'achat des quotas pour atteindre ces objectifs. L'ONG environnementale Bellona, qui avait déjà souligné le manque de mesures concrètes exposées dans le Plan National de Transport 2018-2029, va même plus loin, dénonçant une « subversion des mécanismes ».

Exploration pétrolière. Malgré des inquiétudes environnementales et l'opposition de la Direction pour l'environnement, la Direction de la Pêche ou encore l'Institut polaire, la Norvège a proposé d'ouvrir un nombre record de blocs à l'exploitation pétrolière au-delà du cercle polaire – 93 en mer de Barents et 9 en mer de Norvège – afin de favoriser l'activité à long terme et l'emploi selon le ministre de l'énergie et du pétrole Terje Søviknes (membre du Parti du Progrès). L'organisation GreenPeace, qui a déjà porté plainte l'année dernière contre le gouvernement pour l'attribution d'autres blocs à l'exploitation pétrolière, souligne son inquiétude quant à la proximité avec la banquise et les effets probables de l'exploitation sur les populations de poisson dans des régions fragiles et chères à exploiter. A contrario, Norsk Olje og Gass – l'organisation représentant l'industrie pétrolière, à la peine en raison de la faiblesse du cours des hydrocarbures – a salué cette initiative. Les entreprises intéressées auront jusqu'au 30 novembre pour candidater, l'attribution des licences étant prévu début 2018.

Production pétrolière. Bien que supérieure aux attentes (+1,9% par rapport aux prévisions et +2,3% par rapports aux projections officielles sur les 5 premiers mois) et aux résultats de l'année précédente (+2,8%), la production pétrolière de la Norvège a baissé en mai, passant d'une moyenne de 1,704 M de barils par jour le mois dernier à 1,612 Mbj en mai. Par ailleurs, passant de 10,5 Mrds de m³ en avril à 9,3 Mrds de m³ en mai, les ventes de gaz naturel ont elles aussi diminué, résultats des fluctuations naturelles du marché. La Direction norvégienne du pétrole a également indiqué que plus de la moitié des ressources norvégiennes en hydrocarbures (pétrole et gaz) ne serait pas encore exploitée, ce qui représente plus de 14 Mrds de m³ standard d'équivalent pétrole.

Hydrogène. L'entreprise norvégienne Nel Hydrogen, l'un des leaders du marché de l'énergie hydrogène, a annoncé un projet de construction de 7 usines en France, pour un montant total de 3 MdsNOK (soit 350 M€), en collaboration avec l'entreprise française H2V qui aura la responsabilité de la conception, de la construction et de la maintenance de ces infrastructures.

Prix du foncier. La nouvelle législation du gouvernement Solberg, introduite le 1^{er} janvier 2017 afin de modérer le marché de l'immobilier par le plafonnement de l'endettement des ménages à cinq ans de revenu brut, a permis une baisse des prix de l'immobilier de 1,6% à l'échelle nationale et de 3,6% à Oslo. La réglementation pour l'achat d'un bien immobilier dans la capitale est plus sévère qu'ailleurs, avec une hausse de l'apport personnel nécessaire à l'achat d'un second logement à hauteur de 40%. Cette annonce vient soulager un secteur dont la hausse constante des dernières années laissait craindre l'explosion d'une « bulle immobilière ».

Véhicules électriques. Selon les chiffres du Conseil d'information sur le trafic routier (OFV), les ventes de véhicules électriques ont atteint de nouveaux records en Norvège le mois dernier. Ainsi, 27,7% des nouvelles immatriculations étaient des véhicules zéro émission contre 24,2% à moteur diesel et 23,1% à moteur essence. Soutenue par de nombreux avantages fiscaux (taux de TVA de 0% à l'achat, réduction des frais de péage, droit d'utiliser les voies réservées au bus, gratuité des parkings publics ou parkings réservés...), la politique norvégienne, visant à cesser dès 2025 les ventes de nouvelles voitures équipées seulement d'un moteur à combustion, continue sa progression. Face aux coûts qu'elles engendrent, la municipalité d'Oslo envisage toutefois la diminution progressive voire la suppression de certaines des mesures incitatives.



Suède

Croissance. L'Institut national de la Conjoncture (*Konjunkturinstitutet – KI*), établissement sous tutelle du ministère suédois des Finances, table sur un ralentissement progressif de la croissance. La croissance du PIB de la Suède passerait ainsi de 3,2% en 2016, à 2,5% en 2017 et à 2,4% en 2018 puis à 1,7% en 2019, le niveau le plus faible depuis 2013.

Finances publiques. Selon l'agence de la gestion financière, sous tutelle du ministère suédois des Finances, les finances publiques resteraient excédentaires tant en 2017 (+0,9% du PIB) qu'en 2018 (+0,8%). Si ce scénario devait se confirmer, la dette de l'Etat passerait de 27,3% en 2017 et à 25,5% en 2018.

Impôts sur les sociétés. Magdalena Andersson, ministre des Finances, a annoncé vouloir diminuer le niveau de l'impôt sur les sociétés (IS) de 22% à 20% en 2018, soit un niveau inférieur à la moyenne de l'UE aujourd'hui établie à 21,5%. Pour mémoire, l'IS suédois est passé de 28% à 26,3% en 2009 puis à 22% en 2012.

Taux directeurs. La Banque centrale suédoise (*Riksbank*) a maintenu, mardi 4 juillet, son taux d'intérêt directeur à -0,50%, et confirmé la poursuite de son programme de rachat d'obligations avec l'objectif de soutenir l'inflation, la croissance et l'emploi. La Banque centrale suédoise a également introduit un plancher au niveau actuel des taux à -0,5% (au lieu de 0,53%), laissant entrevoir un possible premier pas vers une réorientation de la politique monétaire suédoise et suivant les annonces récentes faites par la BCE et la banque centrale norvégienne. Cependant, Stefan Ingves affirme qu'aucun relèvement du taux directeur n'est envisagé avant la mi-2018.

Salaire moyen. Le salaire mensuel moyen a atteint 32 800 SEK (avant impôts) en 2016, soit 3 460€. Le salaire moyen des femmes a, pour sa part, atteint 30 700 (3 240€), ce qui correspond à 88% du salaire moyen des hommes (34 900 SEK, 3 690€). Selon l'Institut de la médiation (*Medlingsinstitutet*), le salaire mensuel le plus élevé serait perçu par les cadres masculins du secteur privé avec 44 100 SEK (4 660€/mois), tandis que le salaire mensuel le plus faible serait perçu par les femmes travaillant dans le secteur ouvrier avec 25 300 SEK (2 670€/m).

Chine. Stefan Löfven, Premier ministre, a conduit une importante délégation d'affaires en Chine le 26 juin pour promouvoir les relations bilatérales sino-suédoises. La délégation comprenait au total trois ministres (Mikael Damberg, Ministre de l'Economie ; Ann Linde, Ministre du Commerce et Karolina Skog, Ministre de l'Environnement) ainsi qu'une trentaine de grands groupes suédois dont Ericsson, AstraZeneca, Volvo Trucks, Volvo cars et ABB. A cette occasion, Stefan Löfven a rencontré Li Keqiang, Premier ministre chinois. La Chine est aujourd'hui le 10ème pays client de la Suède avec 46 MdsSEK en exportations de biens (soit 4,9Mds€) en 2016 et au 1er trimestre 2017, les exportations ont cru de +33% par rapport à la même période en 2016, ce qui témoigne du dynamisme des échanges sino-suédois et des marges de progrès encore existantes dans le domaine.

Geely. Suite à la vaste offensive de charme menée par le gouvernement suédois, le groupe chinois Geely qui détient Volvo Cars depuis 2010, a finalement choisi d'implanter son siège européen à Göteborg. Geely et la ville de Göteborg ont signé un accord durant le déplacement du Premier Ministre suédois Stefan Löfven en Chine fin juin. Cet investissement consiste en la construction d'un nouveau siège social de 80 000 m2 avec des bureaux pour 3 500 personnes et des appartements dans le quartier de Lindholmen. Geely s'est fixé pour objectif d'ouvrir son siège européen dès 2020 mais la presse suédoise met en doute cet objectif, invoquant notamment la lenteur du processus de construction et de planification en Suède. Selon les spécialistes du secteur, cette annonce aura un effet positif sur le secteur automobile suédois : un emploi créé dans le secteur de la construction automobile dans la région de Göteborg permettrait, selon eux, de créer de 1,5 à 2 emplois supplémentaires dans le reste du pays. Par ailleurs, Vinnova, l'agence suédoise pour l'innovation, estime que 40 000 personnes seraient aujourd'hui employées dans le secteur de la construction automobile en Suède, contre 46 000 en 2008.

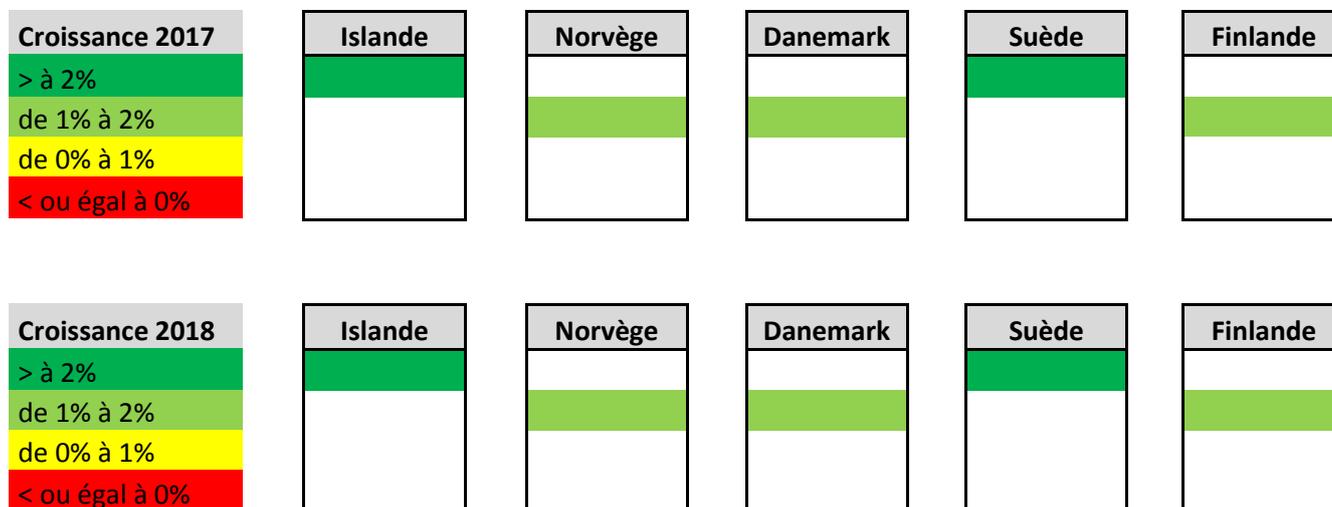
Ericsson. La société d'investissements Cevian, fondée par Christer Gardell, renforce sa position au sein du groupe suédois Ericsson et détient aujourd'hui 200 millions d'actions, d'une valeur totale de 12 MdsSEK (soit 1,3 Md€) soit plus qu'Investor (sphère Wallenberg), désormais deuxième actionnaire du groupe en capital. Investor détient 100 millions d'actions A à droits de vote multiples, permettant à la société d'investissements de conserver 21,8% des droits de vote, loin devant Cevian qui n'en détient que 3,2%. Début juillet, Leif Johansson, Président du Conseil d'Administration d'Ericsson a annoncé qu'il ne se représenterait pas à sa propre succession en 2018. Selon la presse suédoise, cette annonce serait en lien direct avec la montée en puissance de Cevian dans le capital d'Ericsson. Plusieurs noms sont déjà évoqués par la presse suédoise pour remplacer Leif Johansson, comme Börje Ekholm, l'actuel DG d'Ericsson.

Loyers des bureaux. Selon JLL, leader mondial du conseil en immobilier d'entreprise, les loyers des bureaux dans le centre de Stockholm atteindraient désormais un niveau record de 6 500 SEK/m2 par an (686€/m2/an), soit une progression de plus de 75% par rapport à 2009 (3 700 SEK/m2/an), au plus fort de la crise financière. Le loyer dans le centre de Göteborg atteint, dans le même temps, 3 000 SEK/m2 par an contre 2 500 SEK/m2 dans le centre de Malmö.



La quinzaine nordique -13 juillet 2017 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2017)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Gouvernement	1,5	1,7	2,4	1,6	1,7	2,4	2,6	2,2	-	-
Banque centrale	1,6	1,6	2,1	1,7	1,6	2,0	2,8	2,3	6,3	3,5
Institut stat./conj****.	1,7	2,3	1,7	1,5	1,6	2,0	2,5	2,4	6,0	3,3
Commission*	1,7	1,8	1,3	1,7	1,4	1,6	2,6	2,2	4,4	2,8
FMI**	1,5	1,7	1,3	1,4	1,2	1,9	2,7	2,4	5,7	3,6
OCDE***	1,6	2,1	2,0	1,5	1,3	1,5	2,7	2,3	5,3	2,6
SEB	2,0	2,4	1,6	1,7	1,4	1,4	3,1	2,6	-	-
Nordea	1,6	1,7	3,0	2,0	1,8	1,8	3,0	2,3	-	-
Danske Bank	1,9	1,7	2,8	1,5	2,0	2,3	2,0	2,0	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2017)

** World Economic Outlook (avril 2017)

*** Perspectives économiques (juin 2016)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Déficit public										
Gouvernement	-1,6	-0,9	-1,8	-1,7	3,0	-	0,3	0,6	-	-
Commission*	-1,3	-0,9	-2,2	-1,8	3,6	4,0	0,4	0,7	0,7	0,4
FMI**	-1,1	-0,5	-2,1	-1,5	3,6	3,8	-0,3	-0,2	0,6	1,1
OCDE***	-0,8	-0,4	-1,7	-1,4	4,1	4,5	1,0	1,0	0,9	1,5

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dette publique										
Gouvernement	37,6	36,7	63,8	63,8	-	-	39,5	37,3	-	-
Commission*	36,7	36,0	65,5	66,2	32,5	30,8	39,1	37,0	41,9	38,5
FMI**	39,8	39,0	64,4	64,4	33,2	33,2	40,4	39,3	45,9	40,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Autres										
inflation (IPCH)*	1,4	1,7	1,0	1,2	2,1	2,0	1,4	1,4	2,6	3,3
cons. privée*	1,9	1,9	1,1	1,4	1,7	1,8	2,1	2,4	5,9	4,3
chômage (BIT)*	5,8	5,7	8,6	8,2	4,0	3,6	6,6	6,6	3,0	3,1

Source :

* *Prévisions de printemps* (mai 2017)

** *World Economic Outlook* (avril 2017)

*** *Perspectives économiques* (juin 2017)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

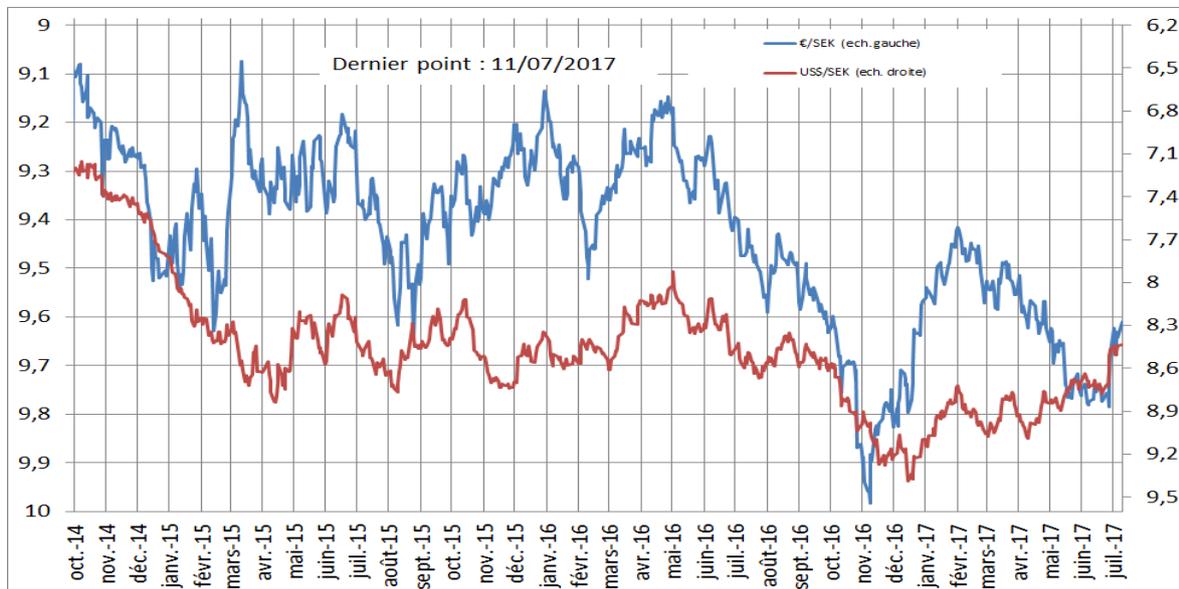
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

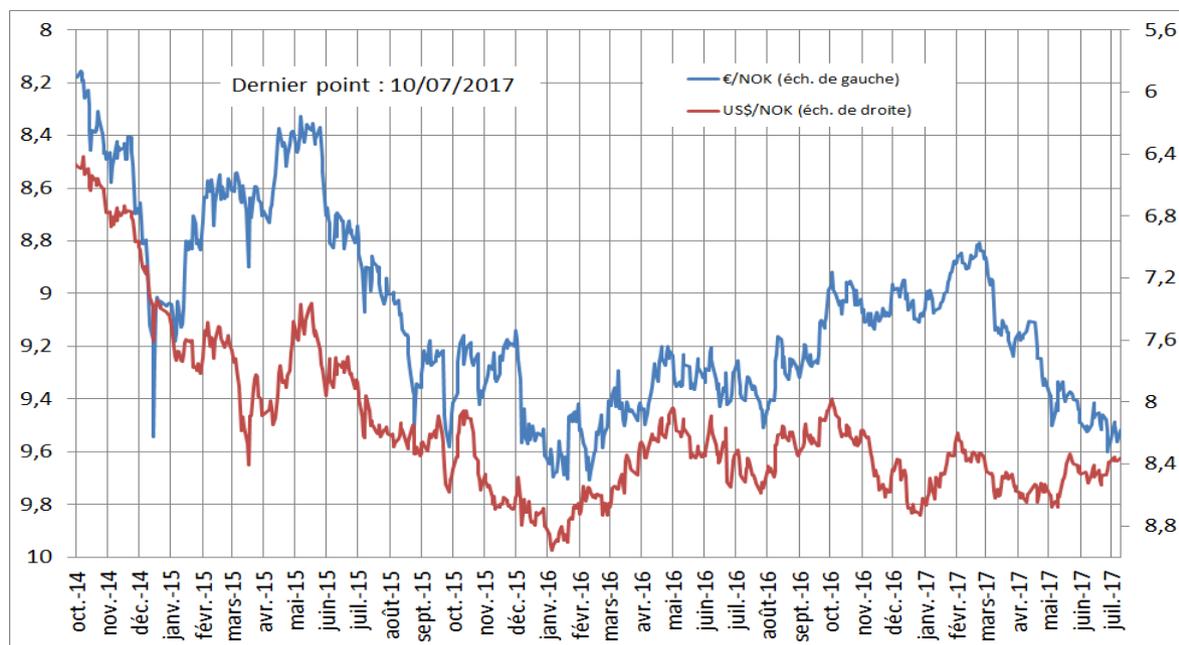


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Bauduin, M. Valeur, M. Lallemand, V. Satgé), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, A. Labaune), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, T. Charrier).